

Unité bidépartementale Calvados Manche
477 Boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 Saint-lô

Saint-lô, le 20/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PLEIN CIEL PYROTECHNIE

ZA des Maltières
53600 Évron

Références : 2024 - 350
Code AIOT : 0005304750

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2024 dans l'établissement PLEIN CIEL PYROTECHNIE implanté 9 route des Potiers 50570 Montreuil-sur-Lozon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Outre la vérification du respect des dispositions applicables à l'établissement exploité par la société Plein Ciel Pyrotechnie, la visite avait pour objectif de faire un point sur le projet de développement de la société Atlantid, voisine de Plein Ciel Pyrotechnie, tant au regard de son classement éventuel dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement que ses répercussions éventuelles sur Plein Ciel Pyrotechnie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLEIN CIEL PYROTECHNIE
- 9 route des Potiers 50570 Montreuil-sur-Lozon
- Code AIOT : 0005304750
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CIEL ARTIFICES exploite depuis 2012 un dépôt de produits explosifs de type «artifices de divertissement classés en divisions de risque (DR) 1.3G et 1.4G» ayant fait l'objet d'un récépissé de déclaration en date du 12/03/2004 au bénéfice de la SARL CIAEL, ancien exploitant.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Avant de vérifier le respect des dispositions applicables, un point a été fait sur le projet de la société Atlantid. Il en ressort que les activités d'Atlantid ne sont pas classables au titre des ICPE. Le projet d'entrepôt n'entraînera pas de classement ICPE (stockage de structures métalliques). Il s'agit pour la société Atlantid de supprimer les stockages assurés actuellement dans des containers en partie sud du site pour les entreposer dans la nouvelle structure située au nord-est, ce qui permettra un éloignement vis-à-vis des activités de Plein Ciel Pyrotechnie, d'où une sécurisation du site. La mise en œuvre du projet entraînera la création de deux emplois, sans pour autant générer d'impact puisque les activités d'Atlantid se situent en dehors des rayons d'effet de Plein Ciel Pyrotechnie.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Stockage autorisé	Arrêté Préfectoral du 22/06/2004, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Règles d'implantation et constructives	Arrêté Préfectoral du 22/06/2004, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Étude de sécurité	Arrêté Préfectoral du 22/06/2004, article 4-1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Règles de sécurité	Arrêté Préfectoral du 22/06/2004, article 4-2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Clôture	Arrêté Préfectoral du 22/06/2004, article 4-5	Demande d'action corrective	1 mois
8	Aménagement du stockage	Arrêté Préfectoral du 22/06/2004, article 6	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 22/06/2004, article 4-6	Sans objet
7	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/06/2004, article 5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 22/06/2004, article 7-4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le dépôt d'artifices de divertissement a été fortement touché par la tempête Ciaran du dernier trimestre 2023. Des branches mais aussi des arbres sont tombées endommageant la clôture périphérique en plusieurs endroits ainsi que la toiture du local de stockage des matières actives. Les travaux de remise en état des lieux doivent être menés à leur terme. Plusieurs documents justifiant le respect des prescriptions applicables n'ont pas pu être présentés lors de l'inspection, il est donc demandé à l'exploitant de les transmettre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage autorisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2004, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Quantité matière active + division risque
Prescription contrôlée : Seul le stockage des artifices de divisions de risques 1.3 b G et 1.4 G, au sens de l'arrêté du 26 septembre 1980, est autorisé. La quantité totale de matières actives sera au maximum de 1900 kg.
Constats : L'exploitant confirme que le dépôt d'artifices de divertissement n'a connu aucune évolution depuis la précédente inspection conduite en 2020. Il s'agit d'un stockage tampon où aucun picking n'est réalisé (préparation des pièces en vue du tir → en l'occurrence, les cartons ne sont pas ouverts sur le dépôt de Montreuil-sur-Lozon). Il est précisé que les livraisons sont assurées au maximum sur les lieux d'emploi des artifices, l'utilisation du dépôt tampon est limitée. L'exploitant a été en mesure de fournir l'état des stocks au 5 juin 2024 (fin d'après-midi): → 70,62 kg de 1.4 G → 82,53 kg de 1.3 G Un logiciel interne référence l'ensemble des produits stockés. Le contrôle effectué au niveau du local de stockage a mis en évidence des différences entre l'inventaire du 5 juin et les quantités répertoriées sur les fiches dédiées déposées dans le local de stockage : → différences de masse active observées pour les tirs de Fermanville, d'Emieville et de Langrune. Un retrait aurait eu lieu le 5 juin sans avoir été pris en compte dans l'inventaire fourni.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier qu'il dispose bien des fiches de données de sécurité des produits stockés. Il est demandé à l'exploité de préciser la raison des différences entre les fiches du local de stockage et l'inventaire présenté lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Règles d'implantation et constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristiques des locaux
Prescription contrôlée : <p>Le sol du dépôt sera étanche et la nature de son revêtement devra être telle qu'il ne puisse pas provoquer d'étincelles en cas de frottement ou de choc avec des matériaux métalliques. Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et doivent répondre à la section V du décret n° 79-846 du 28 septembre 1979. La visibilité du dépôt à partir de la route sera masquée par un merlon. Les parois de ce dernier seront garnies de taillis d'arbres d'essences feuillues.</p>
Constats : <p>L'exploitant a précisé que le local utilisé pour le stockage de matière active a été endommagé suite à la tempête Ciaran (début novembre 2023). En dehors des détecteurs anti-intrusion et de fumées, les locaux de stockage ne sont pas équipés d'installations électriques. La visite a confirmé les informations de l'exploitant, il apparaît notamment que la toiture du local de stockage a été enfoncée. Des travaux vont devoir être menés pour assurer son étanchéité.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier : → la réalisation du contrôle des détecteurs situés dans le local de stockage, → la réalisation des travaux de réfection de la toiture du local de stockage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Étude de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2004, article 4-1
Thème(s) : Risques accidentels, Présentation étude de sécurité
Prescription contrôlée : <p>Conformément à la section II du décret n° 79-846 du 28 septembre 1979, l'exploitant devra procéder à une étude de sécurité dont les conclusions seront utilisées pour la rédaction des consignes de sécurité.</p>
Constats :

L'exploitant a remis lors de l'inspection une copie du rapport de l'audit de conformité réalisé par SAP le 13 février 2013. L'examen de ce rapport montre que l'étude de sécurité prévue n'aurait pas été réalisée. Néanmoins, il semblerait qu'une étude de sécurité aurait bien été réalisée à la création de l'établissement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre une copie de l'étude de sécurité de l'établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Règles de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2004, article 4-2
Thème(s) : Risques accidentels, Règles de sécurité en place
Prescription contrôlée : Il est interdit : <ul style="list-style-type: none"> — de fumer, cette interdiction devant être matérialisée, — d'introduire dans le dépôt d'explosifs des matières inflammables ou Susceptibles de produire des étincelles, — d'emmagasiner des matières inflammables dans un rayon de dix mètres, — d'emmagasiner des matières combustibles dans une bande de trois mètres autour du dépôt, — d'entreposer dans le dépôt autre chose que les pièces de feux d'artifices dans leurs emballages d'origine. — d'introduire dans le dépôt des téléphones portables. La bande de trois mètres prévue au quatrième tiret devra être matérialisée par un marquage au sol.
Constats : La visite du dépôt a permis de constater l'existence des consignes et leur affichage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est rappelé à l'exploitant que les dépôts de bois tronçonné après la tempête Ciaran doivent être évacués du dépôt, et qu'en attendant leurs évacuations ils doivent être stockés à au moins 10 mètres du local utilisé pour le stockage des artifices.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2004, article 4-5
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture du dépôt

Prescription contrôlée : Une clôture défensive de hauteur suffisante (2 mètres minimum) réalisée en matériaux résistants entourera l'enceinte pyrotechnique constituée du dépôt,
Constats : La visite a montré que la clôture du dépôt est en cours de réparation en plusieurs points (à la suite de la tempête Ciaran). La finalisation de ces travaux est prévue d'ici fin juin 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier l'achèvement des travaux de remise en état de la clôture périphérique du dépôt.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2004, article 4-6
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des moyens de protection
Prescription contrôlée : Le dépôt sera muni d'un dispositif de protection contre la foudre.
Constats : L'exploitant a fourni une analyse du risque foudre de l'établissement réalisée par l'APAVE le 31 janvier 2019. Le rapport indique en conclusion que le risque R calculé est inférieur au risque tolérable RT → une protection foudre n'est pas nécessaire. Suite à cette étude, les moyens de protection en place ont été démontés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2004, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des moyens de lutte
Prescription contrôlée : En fonction de l'étude de sécurité pyrotechnique, l'installation devra être munie de moyens de lutte contre l'incendie. Ils devront à minima comprendre deux extincteurs portatifs homologués, disposés de telle sorte que la distance à parcourir pour atteindre un appareil ne dépasse pas 15 mètres. Les agents d'extinction devront être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Une réserve d'eau de 2 500 m3 sera constituée à proximité immédiate du dépôt afin d'être disponible en cas d'incendie. Les personnels seront formés semestriellement à

<p>l'utilisation des moyens de secours et sensibilisés aux dangers présentés par le stockage d'explosifs. La bande de terrain située autour du dépôt sera maintenue en bon état de propreté afin de limiter tout risque de propagation d'un éventuel incendie. Un moyen permettant d'alerter les services de secours sera disponible à proximité du dépôt.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un extincteur est disposé à proximité immédiate du local de stockage des artifices. Il a été contrôlé en dernier lieu le 26 juillet 2023 par PISN. L'exploitant a confirmé l'existence d'un plan ETARE établi par les pompiers.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre une copie de la dernière mise à jour du plan ETARE de l'établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Aménagement du stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2004, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement du stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'aménagement du Stockage des artifices doit être conforme aux préconisations spécifiées dans l'étude de sécurité pyrotechnique visée à l'article 4 du présent arrêté. Les artifices seront stockés dans leur emballage de transport. Seuls les produits pyrotechniques ayant un numéro d'agrément délivré par le ministère de l'industrie seront stockés. Ils seront disposés à des emplacements prédéfinis et matérialisés, laissant libres et dégagées les issues du local et n'entravant pas les manutentions. Les explosifs seront exclusivement entreposés au sol ou sur des étagères. La base de la rangée la plus haute de carton sera située à 1.60 mètres au-dessus du sol. Le stockage des artifices sera réalisé par lots de même type, la masse active de chaque pièce devra être connue.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que les artifices sont stockés dans leurs cartons d'emballages maintenus fermés. Aucune manipulation n'est réalisée sur le dépôt. Suite à la tempête Ciaran, la disposition du stockage des artifices a été revue dans le local dédié, ces derniers sont stockés sur les côtés. La visite a montré qu'il convient de limiter la hauteur de cartons sur l'étagère la plus haute, et ce d'autant que de l'espace est disponible sur les étagères inférieures.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de veiller à respecter la hauteur de 1,6 m au niveau de la base de la rangée supérieure des cartons.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2004, article 7-4
Thème(s) : Risques accidentels, Électricité
Prescription contrôlée : L'exploitation se fera à la lumière du jour.
Constats : La visite du local de stockage utilisé a confirmé que l'éclairage se fait uniquement à la lumière du jour.
Type de suites proposées : Sans suite